



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 20/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visites d'inspection des 25/05/2023 et 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPETERIE DES CHATELLES SAS

Route des Chatelles
BP9
88110 Raon-l'Étape

Références : S-23-1259RP

Code AIOT : 0006202418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 25/05/2023 et 09/10/2023 dans l'établissement PAPETERIE DES CHATELLES SAS implanté Route des Chatelles B.P. 9 88110 Raon-l'Étape. L'inspection a été annoncée les 03/05/2023 et 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la précédente visite du 25 février 2022, l'inspection avait constaté des non-conformités aux articles R. 512-39-1 et 3 du code de l'environnement.

Par arrêté préfectoral du 25 avril 2022, l'exploitant a été mis en demeure d'améliorer la mise en sécurité du site et de réaliser des investigations complémentaires au niveau des sols et des eaux souterraines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIE DES CHATELLES SAS
- Route des Chatelles B.P. 9 88110 Raon-l'Étape
- Code AIOT : 0006202418
- Régime : Autorisation – Cessation d'activité
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société PAPETERIE DES CHATELLES était autorisée à produire 160 t/j de papier par arrêté préfectoral n° 1752/2003 du 30 juin 2003 modifié.

Par jugement du Tribunal de Commerce d'EPINAL du 20 mars 2015, la liquidation de la société a été prononcée. Maître VOINOT a été désigné liquidateur sur ce dossier et devient à ce titre, représentant de l'ancien exploitant.

La partie haute du site (lot de 3 bâtiments construits entre 1975 et 1986 dédiés au stockage de produits finis et à l'expédition) a fait l'objet d'un Procès Verbal de constat de travaux en date du 23 juillet 2018 (rapport de l'inspection référencé S-18-199R-HJ).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1	AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1	/	Sans objet
2	Utilisation du sol ou du sous-sol	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-39-3 I.4°	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de ces visites permettent de mettre en évidence une amélioration de la mise en sécurité du site par rapport à la précédente visite du 25 février 2022 et le respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 25 avril 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité du site et investigations complémentaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PAPETERIE DES CHATELLES, représentée par Maître VOINOT, dont les installations sont situées route des Chatelles à RAON L'ETAPE (88110), est mise en demeure, de respecter les prescriptions des articles R. 512-39-1 et R. 512-39-3 du code de l'environnement, sous les conditions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous un mois, limiter les accès au site et baliser les zones dangereuses (emplacement de la machine à papier et diverses fosses) afin d'éviter tout risque de chute de personne ; • sous six mois, évacuer les déchets stockés en intérieur et en extérieur : matériaux de construction, pneumatiques, pots d'enduit, palettes de bois... ; • sous six mois, réaliser des investigations complémentaires au niveau des sols : déterminer le volume de la pollution aux hydrocarbures au niveau du sondage S1, réaliser des tests de lixiviation avec analyse des métaux sur l'éluat au niveau de tous les sondages présentant un état de pollution potentielle et proposer un plan de gestion des pollutions confirmées ; • sous douze mois, réaliser des investigations complémentaires au niveau des eaux souterraines : implanter 3 piézomètres en aval hydraulique des sondages de sols pollués. Sur ces ouvrages, réaliser deux campagnes de prélèvement (en basses eaux et hautes eaux) afin d'analyser les paramètres métaux et Hydrocarbures (C10-C40). Un compte rendu de ces investigations sera adressé à l'Inspection qui imposera la réalisation d'un suivi quadriennal si besoin.
<p>Constats :</p> <p><u>Limitation accès :</u></p> <p>L'accès au nord du site, par la rue des Chatelles, est limité par la pose de blocs et de big bags. Toutefois il a été convenu de déplacer les blocs un peu plus en aval sur les deux chemins et de compléter la limitation des accès par la pose d'un panneau "voie sans issue" en amont.</p> <p>L'accès au sud du site est équipé d'un portail fermé en dehors des heures d'ouverture de la société DEOBAT (propriétaire des bâtiments situés sur la partie haute du site).</p>

Déchets :

La situation s'est améliorée au niveau de la présence des déchets : le local de la station d'épuration est vide, le bâtiment à l'entrée du site sur la partie haute est propre et dédié à l'entreposage d'échafaudages, l'intérieur des bâtiments sur la partie basse est principalement occupé par des matériaux de construction de la société DEOBAT (futur acquéreur du site).

Toutefois en extérieur il reste à évacuer :

- 90 m3 de bois (1 camion), 15 m3 d'enrobé, 6 m3 de pneus sur la partie basse ;
- un lot de panneaux d'isolation et quelques déchets sur l'emplacement de la chaufferie démantelée.

Les lots sont clairement identifiés et la société DEOBAT s'est engagée à évacuer les déchets sous un délai de trois mois.

Investigations complémentaires sol :

Une première campagne de prélèvement a été réalisée en octobre 2022 :

- 1 échantillon sous la dalle découpée au niveau " S1-Fosse machine à papier 1 " destiné à obtenir des informations sur la concentration en HCT (analyses lixiviation + Cu + HCT) ;
- 2 échantillons dans la fosse machine à papier destinés à dimensionner la pollution en HCT (analyses Cu + HCT) ;
- 2 échantillons au niveau " S13-Stockage déchets " et " S16-Maintenance " destinés à obtenir la concentration de certains métaux (analyses lixiviation + Cu + Pb + As) ;
- 2 échantillons en aval du bâtiment machine à papier destinés à vérifier des éventuelles migrations de métaux vers la rivière (analyses lixiviation + Cu + Zn + Pb + Hg + HCT).

Lors de la visite d'inspection du 25 mai 2023, il a été convenu d'effectuer un prélèvement complémentaire (réalisé le 29/05/2023) au droit du sondage S1 au niveau de la 2eme dalle afin de vérifier les éventuelles migrations de polluants vers la nappe (analyses lixiviation + HCT + HAP + BTEX + COHV + PCB + 12 métaux).

L'ensemble des résultats d'analyses sol met en évidence une pollution en hydrocarbures au niveau de la fosse de la machine à papier 1 à l'intérieur du bâtiment (entre les deux dalles en béton avec une concentration de 1 670 mg/kg). Les teneurs en métaux sur éluats sont inférieures aux seuils de détection du laboratoire ou aux limites d'acceptation en ISDI.

Investigations complémentaires eaux souterraines :

Une campagne de forage pour la mise en place du réseau piézométrique a été effectuée en mai 2023. Malgré de nombreux essais par forage et par sondage à la pelle, le contexte géologique a permis la pose que d'un seul piézomètre (PZ2). De plus, en raison d'un granite massif et peu fracturé, il est fort probable que les eaux de ce piézomètre ne correspondent pas à une nappe effective mais plutôt à des accumulations d'eau pluviale ou à des migrations latérales de la Meurthe.

L'échantillon d'eau prélevée a fait l'objet d'analyses HCT et métaux, compte tenu des diagnostics sols réalisés en 2017 et 2022.

Lors de la visite d'inspection du 25 mai 2023, il a été convenu d'effectuer des prélèvements complémentaires (réalisés le 29/05/2023) au droit du PZ2 et de la 2eme dalle de la fosse du sondage S1 pour analyses HCT et métaux.

L'ensemble des résultats d'analyse des eaux met en évidence des teneurs en hydrocarbures et métaux inférieures aux limites de qualité fixées pour une eau brute destinée à la consommation humaine.

Compte tenu des résultats analytiques et de l'absence d'une nappe superficielle, une surveillance des eaux souterraines n'est pas nécessaire.

Plan de gestion des pollutions confirmées :

L'ensemble des investigations menées a identifié une zone de pollution aux hydrocarbures totaux au droit de la fosse des machines à papier, plus précisément entre les deux dalles de la fondation. Cette pollution est limitée au bâtiment et ne s'étend pas hors site vers le milieu naturel (sol, eaux, air).

Le schéma conceptuel est joint en annexe du présent rapport.

La surface impactée directement est d'environ 400 m² et indirectement 300 m² (la fosse de la machine à papier fait 700 m²).

Les opérations de réhabilitation proposées par le bureau d'étude pour un usage industriel sont les suivantes :

- tri des matériaux de la fosse (fragments de ferraille, plastiques, béton) et élimination dans les filières adaptées ;
- assèchement complet du sous-sol par pompage des effluents en passant par un séparateur d'hydrocarbures avant rejet (si nécessaire installation d'un système de pompage en continu) ;
- nettoyage des murs et sols ;
- nettoyage et réparation complète du système de collecte des eaux pluviales ;
- mise en place d'une dalle portée sur toute la longueur de la fosse pour son confinement et condamner l'utilisation du sous-sol du bâtiment.

Le liquidateur et le futur acquéreur du site présents lors des deux visites d'inspection ont convenu de se répartir la charge de ces aménagements lors de la vente du site (cf constat 2).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Utilisation du sol ou du sous-sol

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 512-39-3 I.4°

Thème(s) : Risques chroniques, Restrictions d'usage

Prescription contrôlée :

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Constats :

Dans son rapport du 23 juillet 2017 référencé S-18-199R-HJ, l'inspection a acté un usage futur industriel du site.

Dès lors que subsistent des pollutions susceptibles de générer un risque en cas de changement d'usage ultérieur, l'exploitant doit mettre en œuvre des restrictions d'usage.

Dans le cadre de la vente du site, la restriction d'usage entre parties (RUP) semble appropriée.

Cette restriction comporte en tant que de besoin la limitation des usages du sol, du sous-sol ou des nappes phréatiques, la subordination des modifications de ces usages à la mise en œuvre de prescriptions particulières.

Une proposition de restriction d'usage est jointe au diagnostic complémentaire des sols (rapport V2 du 09/08/2023) rédigé par TECHNIDEPOL et GEOENVIR. Lors de la visite d'inspection du 09 octobre 2023, il a également été décidé de colmater le piézomètre PZ2 dans les règles de l'art.

L'inscription de l'acte au Service chargé de la publicité foncière est assurée par le notaire.

Observations :

L'inspection peut être consultée sur le contenu de la RUP.

Puis l'exploitant doit apporter la preuve de l'instauration effective de restrictions d'usage, avec inscription au Service chargé de la publicité foncière. L'instauration de restrictions d'usage est en effet à part entière un élément permettant d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

A réception de ce document, l'inspection dressera Procès Verbal de constat de travaux conformément à l'article R. 512-39-3 III sur la partie basse du site ainsi que la station d'épuration et le bâtiment de la chaufferie situés sur la partie haute du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet